

Pétitions

● (1620)

M. ALTHOUSE—L'ESSAI DES MISSILES DE CROISIÈRE AU CANADA

M. Vic Althouse (Humboldt-Lake Centre): Monsieur le Président, je voudrais présenter à l'honorable Chambre des communes du Canada, en Parlement assemblée, une pétition des soussignés, citoyens de la ville de Wadena, dans la province de Saskatchewan, qui souhaitent se prévaloir de leur droit de présenter un grief commun. Les soussignés déclarent humblement qu'ils se prononcent énergiquement contre les essais des missiles au Canada, que les États-Unis peuvent garder leurs missiles chez eux, que nous demandons instamment au gouvernement du Canada de refuser de procéder aux essais des missiles de croisière, et à ces causes, vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

ON DEMANDE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

M. Charles Mayer (Portage-Marquette): Monsieur le Président, j'ai le devoir et le privilège de présenter à la Chambre des communes du Canada, en Parlement assemblée, une pétition des soussignés citoyens du Dominion du Canada, qui souhaitent se prévaloir de leur droit séculaire et incontesté de présenter un grief commun, convaincus que votre honorable assemblée saura y porter remède. L'objet de cette pétition est de faire savoir aussi clairement et aussi énergiquement que possible que le gouvernement du Canada n'inspire plus confiance à ses citoyens, qu'il faut remédier à cette situation le plus tôt possible et que le meilleur moyen de le faire consisterait à déclencher immédiatement des élections générales à l'échelon fédéral.

A ces causes, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir la confiance des citoyens dans le gouvernement du Canada. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester): Monsieur le Président, je voudrais présenter une pétition signée par un certain nombre de citoyens de diverses régions de la Colombie-Britannique. Je suis très heureux de pouvoir dire que les citoyens de ma circonscription se joignent à ceux de la Colombie-Britannique, dans le cadre de cette pétition.

A l'honorable Chambre des communes du Canada, en Parlement assemblée: les soussignés, citoyens du Dominion du Canada, souhaitent se prévaloir de leur droit séculaire et incontesté de présenter à l'honorable Chambre des communes ici réunie un grief commun, convaincus que votre honorable assemblée saura y porter remède. Les soussignés déclarent humblement que le gouvernement n'inspire plus confiance à ses citoyens, qu'il faut remédier à cette situation le plus tôt possible, que le meilleur moyen de le faire consisterait à déclencher immédiatement des élections générales à l'échelon fédéral. A ces causes, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir la confiance des citoyens dans le gouvernement du Canada. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

M. PARKER—LA VENTE DE MAISONS SITUÉES DANS UN PARC NATIONAL EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Sid Parker (Kootenay-Est-Revelstoke): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition à l'honorable Chambre des communes du Canada, en Parlement assemblée. Les soussignés, citoyens du Canada, souhaitent se prévaloir de leur droit de présenter un grief et déclarent humblement que les citoyens de Field, en Colombie-Britannique, se voient imposer de telles restrictions sur la vente de leur maison se trouvant dans le parc national qu'il leur est pratiquement impossible de trouver preneur. Cette situation pose de graves problèmes aux résidents, particulièrement aux personnes âgées, aux veuves d'employés du parc, aux travailleurs mutés dans une autre région et aux personnes tenues de déménager pour des raisons de santé.

A ces causes, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au gouvernement fédéral du Canada d'élargir le règlement afin de permettre aux citoyens du parc limitrophe et du Lac Louise d'acheter une maison à Field en Colombie-Britannique. Autrement, que le gouvernement achète lui-même ces immeubles à leur valeur marchande et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

ON DEMANDE DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

M. Albert Cooper (Peace River): Monsieur le Président, pour souligner à quel point les citoyens de toutes les régions du Canada réproouvent l'attitude du gouvernement du Canada, je veux présenter bon nombre de pétitions signées par des citoyens de la province de Québec. Bien que je ne sois pas en mesure d'en lire le titre clairement, car il est en français, je sais ce qu'elles expriment. Les pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au gouvernement du Canada de déclencher des élections générales à l'échelon fédéral, car, comme le reste des Canadiens, ils en ont assez de ce gouvernement.

M. Lee Clark (Brandon-Souris): Monsieur le Président, j'ai le devoir et l'honneur de présenter une pétition au nom d'un certain nombre de citoyens de l'ouest du Canada qui veulent se prévaloir de leur droit séculaire et incontesté de présenter à la Chambre un grief commun, convaincus que votre honorable assemblée saura y porter remède. Ils déclarent humblement que le gouvernement du Canada n'inspire plus confiance à ses citoyens, qu'il faut remédier à cette situation le plus tôt possible et que le meilleur moyen de le faire consisterait à déclencher immédiatement des élections générales à l'échelon fédéral. A ces causes, vos pétitionnaires demandent humblement qu'il plaise au Parlement de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir la confiance des citoyens dans le gouvernement du Canada. Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier.

Le président suppléant (M. Blaker): Je voudrais présenter mes excuses à plusieurs députés dont je confonds les noms et les circonscriptions.

Le député de Regina-Est (M. de Jong) ou le député de Regina-Ouest (M. Benjamin).

Des voix: Bravo!